

Burundi : Ndayishimiye prié de mettre fin aux exactions de l'ère Nkurunziza

Jeune Afrique, 07 juillet 2020 [Tribune] Ndayishimiye doit rompre avec l'héritage brutal de Nkurunziza Par Lewis Mudge Les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, terrorisent depuis trop longtemps la population du Burundi. Le nouveau président parvariste Ndayishimiye doit mettre un terme à leurs exactions.

À l'approche des élections au Burundi, certains membres des Imbonerakure ont joué un rôle déterminant dans les assassinats, arrestations arbitraires, disparitions, et dans l'intimidation et le harcèlement des opposants politiques. La ligue des jeunes du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie [CNDD-FDD] a terrorisé la population, comme elle le fait depuis des dizaines de nombreuses années. En 2011, j'ai rencontré des proches de Wilson Ndayishimiye, un garçon de 4 ans tué deux mois plus tôt chez lui, dans la périphérie de Bujumbura. « Voilà ce qui peut arriver quand vous refusez de rejoindre les Imbonerakure », m'avait alors confié l'un de deux. Le père de Wilson, un combattant rebelle démobilisé, avait en effet refusé de rejoindre les Imbonerakure et avait été menacé de représailles. Le 17 mai, des hommes armés, sans doute des Imbonerakure, ont tiré dans les bouches d'un garçon de la maison et tué le petit garçon. Exactions en série Pendant les neuf années qui ont suivi, les Imbonerakure sont devenus des sbires du CNDD-FDD. Entre le 30 décembre 2014 et le 3 janvier 2015, certains membres ont participé avec des soldats et des policiers burundais aux exécutions extrajudiciaires d'au moins 47 membres d'un groupe armé, dont certains s'étaient rendus. Mais en 2015, je me suis rendu sur le lieu de ces meurtres où ils ont eu vent de notre arrivée, les Imbonerakure locaux ont encerclé notre véhicule. L'autorité a honte la quelle ces jeunes membres du parti nous menaçait frappante. En avril 2015, des manifestations ont éclaté après la décision de Nkurunziza de briguer un troisième mandat malgré la limite de deux mandats fixée dans les accords d'Arusha, l'accord de paix négocié à la fin d'une guerre civile sanglante qui a fait environ 300 000 morts. Les forces sécuritaires gouvernementales primaient les opposants réels ou supposés au parti au pouvoir et au gouvernement, les Imbonerakure sont devenus plus puissants, protégés par une impunité quasi-totale qui a encouragé les abus. Les réfugiés que nous avons rencontrés en RD Congo en 2019 ont raconté les abus généralisés dont les Burundais sont victimes, entre des actes mesquins d'extorsion et d'intimidation et la terreur des passages à tabac et des assassinats. Avant les élections du mois dernier, la population burundaise nous a également expliqué que les Imbonerakure, qui portent souvent des t-shirts les identifiant au parti au pouvoir, étaient postés devant les marchés, les hôpitaux, les écoles, les bâtiments administratifs ou sur les routes, pour vérifier que chacun s'était bien acquitté de sa contribution financière soi-disant « volontaire » aux scrutins. Les Imbonerakure incarnent aujourd'hui l'héritage laissé par Pierre Nkurunziza, dont la mort a été confirmée par une déclaration du gouvernement le 9 juin dernier. Si le défunt président s'était finalement retiré en faveur du candidat de son parti, parvariste Ndayishimiye – qui a remporté le 20 mai avec 68,72 % des voix – il a établi d'une main de fer le système en place aujourd'hui. Et, avec la victoire du CNDD-FDD, le risque est réel que les abus des Imbonerakure se poursuivent. « J'ai été piégé » En 2018, avant tenue d'un référendum constitutionnel, nous avons pu interviewer cinq anciens membres des Imbonerakure. Ces entretiens ont donné un rare aperçu du fonctionnement du groupe depuis 2015. Les jeunes nous ont expliqué que leur principale motivation pour le rejoindre était l'argent. « La pauvreté a permis aux Imbonerakure de recruter énormément de jeunes. Nous sommes tous au chômage et on nous promet un travail stable », nous a raconté un ancien membre issu de la province de Gitega, âgé de 21 ans. Cet aspect du gain n'est pas surprenant dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Mais ceux avec qui nous sommes entretenus ont aussi expliqué que ces promesses d'argent n'avaient jamais été tenues. En revanche, la violence est entrée dans leur quotidien. Un jeune de 21 ans originaire de Bujumbura, et qui s'est enfui en RDC, nous a raconté comment il a rejoint les Imbonerakure en 2015, quand il avait 19 ans : « J'ai été piégé. Ils m'ont promis un emploi dans le gouvernement et maintenant j'ai du sang sur les mains, affirme-t-il, s'est habitué à une impunité croissante : « Parfois on nous envoyait faire le travail des forces de sécurité et parfois on travaillait avec la police et l'armée. Nous pouvions très facilement arrêter ou enlever des gens, passer les opposants à tabac ! La police aidait à effacer toute trace des Imbonerakure. » En avril 2014, un document interne envoyé par le bureau des Nations unies au Burundi a été divulgué, signalant que dans une province, deux membres des forces armées avaient fourni des armes et des uniformes de l'armée et de la police à des Imbonerakure. Le gouvernement a nié ces allégations mais n'a pris aucune mesure pour enquêter sur cette question. Enquêtes transparentes Ndayishimiye a été le chef du parti au pouvoir pendant certaines des années les plus sanglantes de la ligue des jeunes. Mais le nouveau gouvernement peut rompre avec le passé et ordonner immédiatement et publiquement aux membres des Imbonerakure de cesser de détenir, de maltraiter et de tuer en toute impunité. De même, des ordres devraient être donnés pour qu'ils n'extorquent plus d'argent à la population. Les autorités devraient aller au-delà des quelques cas isolés de poursuites contre des membres du groupe, et mener des enquêtes approfondies et transparentes sur le rôle des Imbonerakure dans les crimes commis sous le règne de Nkurunziza. « Dieu ne pardonnera jamais les péchés des Imbonerakure », reconnaissait face à nous, en 2018, un des membres du groupe. Mais ces exactions sont la marque de l'ère Nkurunziza. C'est maintenant au nouveau président de briser l'héritage qu'il souhaite léguer à son pays. Lewis Mudge Chercheur auprès de la division Afrique de Human Rights Watch, notamment sur la Centrafrique.

À

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```